

## Réagir maintenant avant l'impact économique et social de la crise sanitaire

# Rouge Émeraude

Bulletin du comité du pays malouin du Nouveau Parti Anticapitaliste

n°61  
10 avril 2020

Il est désormais établi que ce gouvernement, comme ceux qui l'ont précédé, porte une lourde responsabilité dans l'énorme impact de la crise sanitaire. Obnubilé par le maintien des profits et la remise en cause des acquis sociaux, c'est avec presque un mois de retard qu'il commence à prendre de timides mesures pour faire face au virus. Le revirement du pouvoir ces derniers jours concernant le port de masques - dont la production et l'approvisionnement ont été gérés de manière catastrophique - illustre cette incurie aux effets dramatiques.

### Confinez-vous, travaillez, consommez...

Voilà le message contradictoire envoyé par le gouvernement depuis le début. Le confinement, réponse d'un pouvoir qui n'a pas anticipé l'ampleur et la dangerosité du virus, est une nécessité pour éviter des centaines de milliers de morts. Mais un dépistage précoce et massif et des moyens suffisants pour l'hôpital auraient certainement pu éviter d'enfermer des dizaines de millions de personnes, aggravant de façon dramatique les inégalités sociales.

Ils ont « mis à l'abri » enfants, personnes âgées (pas du tout sûr cependant), encadrement, professions intellectuelles... Mais pour des millions de travailleurs/ses, activités essentielles ou non, il faut aller bosser, les profits n'attendent pas ! Beaucoup de salariéEs se protègent, individuellement et parfois collectivement, en restant à la maison, en se battant pour imposer un droit de retrait qu'employeurs et gouvernement tentent de rendre impossible.

Réaffirmons-le « *nos vies valent plus que leurs profits !* » Toutes les activités non-essentiels doivent être stoppées et des protections doivent être fournies pour celles et ceux dont le métier est indispensable durant le confinement.

### Ils veulent déjà nous faire payer la crise

Le coronavirus a été le détonateur de la crise économique qui s'annonçait. Celle-ci sera extrêmement brutale. Une fois de plus, les capitalistes veulent nous faire payer la facture : temps de travail maximum par semaine porté

à 60 h, remise en cause des congés payés, régression de fait du droit à l'avortement... Ils veulent continuer en infligeant privatisations et austérité pour l'hôpital comme le laisse entrevoir les recommandations de la Caisse des Dépôts ou les déclarations du directeur de l'Agence régionale de santé de Nancy qu'on a « sacrifié » pour avoir vendu la mèche trop tôt. Pour les arrêter, nous devons nous préparer dès maintenant, avec par exemple l'organisation dès la fin du confinement d'[initiatives pour la défense du service public de la santé](#).

### L'État policier se renforce

Ils le savent, leur politique rencontre et rencontrera des résistances. La répression, le contrôle, vont être des éléments centraux pour arriver à leurs fins. Dès aujourd'hui, nous devons nous opposer aux évolutions sécuritaires de la société qui, sous prétexte de santé publique, nous préparent une société totalitaire : couvre-feux, drones pour surveiller les rues, digues et plages, armée pour contrôler la population, géolocalisation, matraque et prison pour les récalcitrantEs, mesures répressives contre les migrantEs... Toutes ces mesures n'ont pas pour but de faire respecter le confinement, mais préparent l'après, un monde où l'État contrôlera tous les faits et gestes de chacun pour maintenir le pouvoir des capitalistes.

### Pas de sortie de crise sans planification démocratique et anticapitaliste

Une autre voie est possible. Tester massivement la population, produire du matériel médical, des médicaments et des protections à la hauteur des besoins est possible en reprenant le contrôle sur les secteurs clés de l'économie, en socialisant les grandes entreprises. Cela permettrait d'assurer une reconversion de productions inutiles ou aberrantes pour satisfaire les besoins sociaux, sanitaires, écologiques. Ces mesures anticapitalistes doivent être mises en place sous le contrôle démocratique de celles et ceux qui travaillent et de la population afin de définir collectivement les besoins et comment les satisfaire. Nous devons les imposer, par nos solidarités et nos luttes, dès maintenant et dans les semaines qui viennent.

### S'EXPRIMER, S'ORGANISER, S'UNIR...

Dans notre dernier numéro, nous avons diffusé et relayé l'appel « **pour combattre le COVID 19, il faut des mesures radicales et un choc de solidarité !** », lancé par des citoyen.nes indigné.es, syndicalistes, associatifs, médecins, chercheurs... de la région rouennaise. A ce jour, cet appel a rassemblé plus de 2000 signatures. Parallèlement a été lancée la pétition « [Plus jamais ça, préparons le jour d'après](#) », et s'est constitué un cadre unitaire associant La France insoumise, Ensemble !, Génération.s, Union communiste libertaire, GDS, GRS ainsi que le NPA en vue d'appeler à une « **manifestation en ligne le samedi 11 avril** ». Cette initiative est à suivre sur le site <https://plusjamaisca.site>. Son intérêt est la construction d'un cadre unitaire qui sera utile pour la suite, quand les manifs ne seront plus seulement « en ligne ».

### Les patrons nous prennent pour de la chair à profits

Depuis le début de l'épidémie, le patronat et le gouvernement ont une priorité : continuer à faire tourner des entreprises qui ne produisent rien d'indispensables. Une société aussi riche que la notre pourrait pourtant supporter qu'on cesse une partie de la production pendant quelques mois. Manquerait-on à ce point de voitures ? d'avions ? de tanks ? de navires ?

Le groupe PSA a ainsi décidé de déconfiner 400.000 salariés pour les renvoyer au boulot. Pourtant, les conséquences sont déjà parfois catastrophiques dans les usines du groupe. Par exemple à **PSA Vesoul** qui emploie 2800 salariés, 1200 sont toujours au travail et la direction voudrait contraindre les autres à le reprendre. Pourtant **128 salariés de ce site sont infectés par le virus**. La progression de l'épidémie a été particulièrement rapide : le nombre d'infectés a été multiplié par 3 en 15 jours. Comble du cynisme, PSA voudrait voler les congés payés en obligeant le personnel à travailler cet été et en comptant les arrêts-Coronavirus comme des congés !

## BREVES DE CONFINEMENT !

### Hôpital: jusque là tout va (à peu près) bien....

Par opposition aux chiffres dramatiques que nous infligent chaque soir le ministre de la santé ou son directeur général, la situation au CH de Saint-Malo apparaît presque comme une île heureuse.

C'est vrai que la pression du covid-19 sur la structure hospitalière locale (comme dans d'autres établissements de la région) reste supportable. Même chose d'ailleurs pour l'accueil spécifique mis en place par les libéraux à Marville. Pas d'évolution défavorable non plus du côté des EHPAD, y compris celui de la Briantais.

Du côté des équipements de protection, l'intendance semble suivre même si on déplore toujours le manque de sur-blouses à manches longues.

Le personnel espère seulement que l'arrivée de résidents temporaires venus de régions plus sévèrement impactées par la pandémie ne déstabilisera pas cet équilibre précaire, d'autant qu'il apparaît que certaines structures mises en place telle la « zone d'accueil couchée » à l'UHTCD ne sont pas encore dotées en personnel.

### Dans notre région

**-Safran Fougères.** Faute d'approvisionnement davantage que par la volonté de la direction, une partie de la production est arrêtée. Des salariés se retrouvent au chômage technique avec perte de salaire.

**-Aux abattoirs Cooperl de Lamballe.** Les 2000 salariés sont au boulot. Sous la pression des salariés et des syndicalistes, la direction s'est décidée à adopter quelques mesures de protection au niveau des entrées, des aires de repos etc. Mais, sur les chaînes, les ouvriers continuent à travailler les uns collés contre les autres. Même avec un masque, le danger est là. Un directeur a osé dire que « le confinement ne sert à rien » ! La direction ne respecte même pas les directives gouvernementales permettant aux salariés de s'absenter pour garder leurs enfants. Et pour récompense, en tout et pour tout une prime de 150 euros !

## REFLEXIONS DE CONFINE

## BON A SAVOIR

*Quest-France* du 4 Avril publie un entretien avec M<sup>e</sup> Gwendoline Ténier, avocate pénaliste au barreau de Rennes à propos des contrôles policiers. A partir de celui-ci, on peut répondre à quelques questions pratiques:

### **Quid du droit de fouiller les sacs de courses, pour vérifier la nature des achats?**

La fouille d'un sac ou d'un coffre de voiture s'apparente à une perquisition. Or, celle-ci est une mesure d'enquête, c'est-à-dire de recherche de preuves, menée dans le cadre d'un flagrant délit ou d'un crime, jamais d'une contravention. Les forces de l'ordre peuvent seulement jeter un rapide coup d'œil à ce qui peut éventuellement dépasser des sacs.

### **Qu'entendre par produits de nécessité?**

L'article 3 du décret du 23 mars 2020 (modifié le 27 mars) n'en fait pas la liste. Dès lors, on peut considérer qu'il s'agit de tous les produits commercialisés dans les établissements dont les activités demeurent autorisées.

### **Attestation mal recopiée, mauvaise croix cochée, heure du début de sortie non renseignée... est-ce que cela peut entraîner une amende ?**

Le décret ne dit rien sur la façon dont doit être remplie l'attestation, avec quel crayon, papier ou stylo ni sur l'obligation de renseigner l'heure de sortie. Bien sûr, le formulaire officiel « Attestation de déplacement dérogatoire » précise tout cela. Mais ces éléments ne sont pas mentionnés dans le décret.

### **Les motifs de sortie autorisés sont-ils suffisamment clairs ?**

Oui pour certains, mais pour d'autres tels les « déplacements pour motif familial impérieux » ou « l'assistance des personnes vulnérables », c'est plus flou.

### **Comment contester la contravention de 135 € ?**

Comme pour toute contravention de police, il ne faut rien payer au préalable sinon on ne peut pas contester l'amende. On dispose ensuite de 45 jours pour envoyer, par courrier recommandé, une « requête en exonération » à un officier du ministère public. On retiendra qu'il faut s'en tenir au texte du décret (<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041746694&dateTexte=&categorieLien=id>) et que seul un juge est compétent pour interpréter un texte (donc pas Castaner, ni un fonctionnaire de police). Par la suite, la jurisprudence future pourra trancher les questions litigieuses.

## Saluds de vacanciers ?

Voilà que C. Renoult, le maire intérimaire de Saint-Malo, se fend d'un coup de gueule télévisuel pour se plaindre de l'arrivée, pendant le week-end dernier de plusieurs milliers de résidents secondaires ou touristes (ce qui resterait d'ailleurs à prouver). Il ne manque pas d'air, le mec, lui qui a tout fait pour « booster » l'image touristique de la ville et a autorisé la construction de plusieurs milliers d'appartements, dont une grande partie sont financièrement inatteignables par des ménages malouins et sont de fait, voués à être utilisés comme résidences secondaires voire locations temporaires.

Mais au delà de cette communication bien représentative de l'incohérence du personnage, observons quand même qu'elle a eu pour effet de renforcer, sinon de provoquer, **une vague détestable de stigmatisation des résidents temporaires et vacanciers**, dont une partie au moins ne sont pas des grands bourgeois mais plutôt des personnes ayant fui le confinement dans un micro-appartement francilien. Affichettes insultantes sur les pare-brise, dénonciation à la police, délations, pressions verbales...(\*), bref autant de comportements délétères qui traduisent la tendance ou la volonté de certains d'imputer à des boucs émissaires la propagation de la pandémie et au final d'exonérer ou atténuer la responsabilité des gouvernants.

La semaine dernière, dans cette course à masquer (c'est le cas de le dire !) les responsabilités, nous évoquions les mesures répressives et de contrôle social prises pour soi-disant lutter contre le laxisme en matière de confinement, nous n'avions donc pas tout vu.

Nul doute que ce qui s'annonce pour la période de déconfinement nous permettra d'alimenter cette rubrique!

Pour l'heure, l'important est de bannir toute stigmatisation et de haine de l'autre et de dénoncer et combattre autant que faire se peut tout impieusement sur les libertés publiques et recul des droits démocratiques.

Léonard

(\*) voir la page que consacre à ce sujet *le Pays Malouin* du 9/04

## Si on les laisse faire, le jour d'après sera pire que le jour d'avant !

Soyons clairs et parlons sans détour:

1. la crise que nous vivons est historique. Elle concerne et pour au moins plusieurs mois, toute la planète, tous les secteurs de la société et de notre vie. Elle peut être annonciatrice d'autres crises, en particulier celles liées au dérèglement climatique.

2. le système capitaliste qui constitue le mode unique de gestion économique et sociale sur l'immense majorité des territoires de la planète est le responsable de cette crise (\*). C'est lui, en effet, qui par sa recherche insatiable de profit, abolit les limites naturelles des espèces favorisant ainsi l'émergence de nouveaux organismes tel le virus de la pandémie actuelle.

3. Dans notre pays comme dans d'autres, les dogmes libéraux qui infestent les différentes sphères de l'Etat depuis une bonne trentaine d'années ont conduit à désarmer celui-ci d'une de ses missions premières, celle de protéger la population des fléaux sanitaires. De ce point de vue, nous avons sous nos yeux la faillite complète du gouvernement Macron-Philippe (et de ses prédécesseurs) incapables d'anticiper en février la crise qui venait et de prendre les mesures urgentes en matière d'acquisition des équipements de protection, de diagnostic, de soins...S'il n'y avait qu'un seul argument pour prouver cette impéritie, citons celui du « fameux » conseil des ministres exceptionnel du samedi 29 février, convoqué pour « mobiliser tous les moyens de protéger les Français » et qui « conformément à l'article 49 alinéa 3 de la Constitution » donne l'autorisation au Premier Ministre « d'engager la responsabilité du Gouvernement sur le projet de loi instituant un système universel de retraite ». A l'époque, la préoccupation centrale du gouvernement Macron-Philippe n'était donc pas celle de protéger la population du coronavirus mais de protéger les intérêts du capital de la persistance du mouvement social contre sa réforme des retraites !

4. Depuis le 17 mars, le confinement a été décrété. Depuis le 23 mars, nous sommes sous le régime de l'état d'urgence sanitaire. C'était la seule option qui restait au gouvernement pour empêcher une explosion de l'épidémie avec comme conséquences un débordement complet des structures hospitalières et au bout du compte plusieurs centaines de milliers de morts. Mais en

vérité, ces mesures ne sont ni générales ni univoques : d'un côté elles contraignent des millions de personnes à domicile, mais de l'autre elles maintiennent en activité un certain nombre d'activités de production non-essentielle, parfois même sans considération de la protection de la santé des salarié.es (exemple Amazon) et dans un contexte de recul majeur des droits du travail; d'un côté, elles contraignent les personnels hospitaliers à un exercice professionnel exténuant et angoissant (sans nécessairement tous les équipements de protection en quantité suffisante) et de l'autre, aucun plan général de réquisition contraignant certaines entreprises à produire les fournitures nécessaires, aucune consigne générale permettant de mettre à l'abri les personnes sans logement, sans-papiers, migrant.es....Bref, la situation actuelle démultiplie les inégalités.



Et cette situation se généralise sur l'ensemble de la planète, démontrant comment la gestion capitaliste de la crise est dangereuse, sans être par ailleurs d'une grande efficacité, avec d'importantes conséquences sur les rapports de forces internationaux, par exemple en l'Asie et l'Occident.

5. Dans ce sens, nul besoin d'être prophète pour penser que nous assistons en direct à **un grand basculement**. Car la sortie de la crise sanitaire risque d'être suivie d'une crise économique mondiale et vraisemblablement de multiples crises politiques avec remise ou tentatives de remise en cause d'un certain de droits sociaux et démocratiques.

C'est à cela qu'il faut s'attendre et donc à notre place de militant.e.s politiques, nous ne pourrons plus raisonner comme avant. Il nous incombe de reviser rapidement notre mode de penser, notre mode de militer.

Car nous ne pourrons pas laisser faire, ces faillis, que sont Macron, Trump, Merkel... - vous vous souvenez ceux que nous dénoncions l'année dernière au moment du pré-G7 de Dinard—, car si nous les laissons faire ce sera pire, bien pire qu'avant. DB

(\*) sur cette question de la responsabilité du capitalisme dans la crise sanitaire, lire l'article « Rendre le pangolin familier: pour une lecture anticapitaliste des épidémies » par <https://npa2009.org/idees/politique/rendre-le-pangolin-familier-pour-une-lecture-anticapitaliste-des-epidemies>

*Avec le texte ci-contre, nous poursuivons notre rubrique « Réflexions de confiné.e », ouverte à nos lecteur/trices. Nous comptons sur vos contributions pour l'alimenter !*

### Le Secours Populaire craint un tsunami de misère

« On s'attend à un véritable tsunami. Beaucoup de personnes étaient sur le fil avant la crise, ils risquent de basculer dans la précarité après une perte d'emploi, ou une cessation d'activité. Nous devons aussi aider les migrants évacués des squats de Rennes ».

Claude Bougère responsable du Secours Populaire d'Ille et Vilaine.

### Merci patron, on fait pas la manche !

Les médias nous abreuvent de la « générosité » des grands patrons. Les cosmétiques L'Oreal et Clarins vont fabriquer du gel hydroalcoolique, LVMH, marques de luxe du milliardaire Bernard Arnault va produire un million de masques etc. Une goutte d'eau par rapport à leurs fabuleux profits. La protection de la santé publique, ce n'est pas la charité ! Toutes les entreprises susceptibles de produire des éléments indispensables pour la lutte contre l'épidémie devraient tout simplement être réquisitionnées !



## COVID – 19 et sûreté nucléaire, faut-il s'inquiéter ?

(à partir d'un communiqué de Bruno Chareyron – CRIIRAD - du 31/03/20)

La crise actuelle du coronavirus, par le confinement qu'elle suscite, pose un réel questionnement sur les conséquences qu'elle pourrait avoir sur les installations nucléaires, et, en particulier, sur les centrales. En cas d'accident, la gestion de la catastrophe serait encore plus complexe.

Même à l'arrêt, une centrale nucléaire nécessite en permanence du personnel compétent pour diverses opérations vitales comme le maintien du refroidissement du cœur du réacteur nucléaire, au risque d'explosions et de rejets massifs de substances radioactives dans l'atmosphère (cf: Tchernobyl). De même, les assemblages irradiés entreposés dans la piscine de désactivation doivent être refroidis en permanence, sous peine de relargage massif de radioactivité dans l'environnement. Au 31 mars 2020, on compte sur le territoire national, 57 réacteurs en service, 18 en arrêt pour maintenance, 1 en arrêt définitif (Fessenheim) ; il faut ajouter ceux qui sont en cours de démantèlement (Brennilis, Creys-Malville...) et d'autres installations gérées par l'Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs (ANDRA), dont certaines sont potentiellement plus dangereuses qu'une centrale nucléaire, comme c'est le cas de l'usine de retraitement des combustibles irradiés de la Hague.

Il est donc légitime de s'interroger sur les conditions actuelles de maintenance de tous ces sites, à savoir la disponibilité des personnels indispensables. **Pour EDF, "tout est sous contrôle"**! L'entreprise affirme disposer d'un plan pandémie permettant de faire fonctionner les centrales avec 25% des personnels absents pendant 12 semaines, puis 40% d'absents pendant 2 semaines du pic d'épidémie ! (Ôtez-moi d'un doute ! est-elle si généreuse qu'elle emploie davantage de personnels que ce dont elle a besoin ???) Elle invoque aussi le recours à la Force d'Action Rapide Nucléaire, mise en place après Fukushima en 2011, composée de 300 personnes "aptés à piloter n'importe quelle centrale", se disant "capable d'intervenir dans les 12 heures après mobilisation, et totalement opérationnelle après 24 heures". Encore faut-il que ses membres ne soient pas atteints du covid-19 !

Le plan pandémie a été activé pour la 1ère fois, le 16 mars à la centrale de Flamanville, après la découverte de plusieurs cas de covid-19. Contacté le 23 mars par la CRIIRAD (Commission de Recherche et d'Information Indépendante sur la Radioactivité), un responsable de l'Autorité de Sûreté Nucléaire de la région Auvergne-Rhône-Alpes indiquait que toutes les mesures étaient prises pour faire face. Il notait que la stratégie d'EDF consistait à renvoyer le maximum de salariés en confinement chez eux pour garder des réserves "saines", au cas où.

Le 27 mars, l'entreprise aurait fait état de 281 agents EDF et 16 personnels sous-traitants, malades, suspectés d'être contaminés par le covid-19. Depuis, le nombre a certainement augmenté.

On estime que 80% des activités de

maintenance des centrales nucléaires sont effectuées par des sous-traitants. Certains de ces 160 000 salariés lancent depuis plusieurs jours un cri d'alarme et dénoncent l'insuffisance des moyens de protection dans les centrales nucléaires. Sont cités : la promiscuité dans les vestiaires, le manque de gel hydroalcoolique, de masques, le risque de transmission lors de passages répétés sur les dispositifs de contrôle, non nettoyés entre chaque passage, pressions subies par les salariés qui veulent faire jouer leur droit de retrait. Il est indiqué que l'angoisse générée par ces conditions impacte la qualité du travail et donc la sûreté des installations. Le dépistage, systématique et répété, de tous les intervenants permettrait de circonscrire le risque, mais, comme pour les masques et le gel, la gestion de la pénurie se substitue aux décisions logiques de protection.

**Le manque de rigueur d'EDF est inquiétant.** La CRIIRAD fait régulièrement part de son inquiétude concernant la sûreté des installations (défauts de conception, de mise en oeuvre, de maintenance, de formation). Le site de Flamanville révèle très régulièrement des dysfonctionnements, des incidents et dangers. Cette centrale a été mise en surveillance renforcée par l'ASN en septembre 2019, "sa situation est préoccupante, en particulier au regard des écarts majeurs sur différents équipements classés de sûreté mis en évidence lors des dernières inspections." Les inspections effectuées plusieurs années auparavant avaient révélé des défauts similaires, mais EDF n'a pas été capable de mettre en oeuvre des programmes de maintenance satisfaisants. Un exemple : en février 2020 un équipement fondamental, permettant une alimentation électrique de secours, a révélé des microfissures dans la chambre à combustion, ce qui nécessite le remplacement du moteur. Le redémarrage avait été prévu pour le 31 mai 2020...

L'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire et l'ASN ayant mis en confinement leurs personnels, plus possible de réaliser certaines inspections sur le terrain, alors même qu'il est notoire que celles-ci étaient déjà insuffisantes. Cette situation est d'autant plus préoccupante que de nombreux problèmes ne sont pas détectables à partir du seul examen des documents transmis par les exploitants (sans parler de cas de documents falsifiés par les industriels, tels que révélés par le scandale de Creusot forge).

Très régulièrement, **le plan de gestion d'un accident nucléaire a été dénoncé** ; il est basé sur des critères résolument optimistes et ne tient pas compte de la possibilité de la survenue simultanée de difficultés majeures (cf : Fukushima) Aujourd'hui, on ne peut que frémir à l'idée qu'un accident survienne en pleine épidémie de covid-19.

Le 9 mars, en collaboration avec l'IRSN et l'ANCCLI (Association Nationale des Comités et Collectifs locaux d'Information), l'ASN a lancé un site internet pour accompagner les acteurs locaux dans leur prépa-

ration à la gestion post-accidentelle d'un accident nucléaire (<https://post-accident-nucleaire.fr>). Les professionnels de santé, déjà débordés par la prise en charge de la crise coronavirus, seront heureux d'y lire "qu'ils auront un rôle de premier plan à jouer durant la phase post-accidentelle, notamment pour prendre en charge les personnes affectées par l'accident et participer à la protection de la population à moyen et à long terme...."

Pendant la "phase accidentelle", la situation serait plus que critique : le personnel soignant devrait prendre en charge, en parallèle, la contagion par le virus, le traitement des personnes irradiées et les problèmes de contamination radioactive ! En outre, les plans de gestion prévoient le rassemblement des personnes évacuées dans des hébergements collectifs. D'autre part, dans un tel scénario, il faut, bien sûr envisager les mouvements de panique, les départs massifs vers des zones moins irradiées. Recours à l'armée ? Probablement, mais pas sans violence...

ALORS.... il ne reste plus qu'à souhaiter qu'une telle catastrophe nous soit épargnée, au moins le temps de sortir de cette crise qui prive les centrales nucléaires d'éléments nécessaires à leur fonctionnement, leur surveillance, leur maintenance et leurs inspections par des services compétents. (Nous ne pouvons qu'engager les personnels concernés à se protéger en revendiquant leur confinement). Il appartient à EDF de réviser immédiatement sa copie, au gouvernement d'avouer son erreur d'avoir tant misé sur une énergie immensément plus dangereuse et onéreuse que les autres, et de mettre en oeuvre les moyens de réaliser de vraies énergies "propres".

Face aux bouleversements à venir, qu'il s'agisse de pandémies, du manque d'eau, de la recrudescence d'événements climatiques hors norme, des instabilités politiques internationales, ou même des crises sociales, les risques d'accident nucléaire majeur augmentent.

A présent, il est moult analyses, réflexions sociales et politiques qui dénoncent les inconsciences (turpitudes ?) de ce gouvernement et des précédents, en particulier en matière sanitaire ; elles semblent ouvrir à une prise de conscience sur les relations entre les politiques capitalistes et libérales et les calamités qui s'abattent sur les populations. Entretien ces réflexions. Ne laissons pas retomber la pression naissante dans un confinement ronronnant. **Il faut impérativement que les bonnes décisions soient prises avant une catastrophe.**

Note : en ligne le film de la CRIIRAD "Invisibles retombées". <https://www.youtube.com/watch?v=UaH5heMIC&list=PL3lbOGKW-BxaokXV0mxjTG0ACIwSf9&in-dex=3&t=0s>

Armelie



comité NPA  
du pays malouin:  
[npsainfmalo@gmail.com](mailto:npsainfmalo@gmail.com)

Depuis le 18 mars, le NPA a suspendu l'édition papier de son hebdomadaire, **l'ANTICAPITALISTE.**

En revanche, celui-ci est désormais disponible en ligne par <https://npa2009.org/egh/politique/anticapitaliste-ndeg517-en-pdf-couleurs>

## VIO.ME RESTERA DANS LES MAINS DES TRAVAILLEURS

[https://biom-metal.blogspot.com/2020/04/blog-post\\_94.html](https://biom-metal.blogspot.com/2020/04/blog-post_94.html)

«Ils profitent de l'interdiction de circulation pour couper l'alimentation électrique de Vio.Me. Des hommes en khaki, des hommes armés circulent dans l'obscurité en temps de confinement et répriment. Qu'est-ce que cela nous rappelle?

Ils ont coupé l'électricité sous prétexte que nous sommes illégaux. Voici le crime que nous avons commis ces dernières semaines, depuis le début de la pandémie: nous produisons des savons pour les envoyer au camp de réfugiés, à Moria, sur l'île de Lesbos, à des gens qui n'ont pas la possibilité de se les procurer. Nous produisons des nettoyeurs pour les envoyer dans les prisons que l'État laisse à la merci de la pandémie. Et bien sûr, nous avons continué à produire des nettoyeurs pour les mettre à la disposition des familles qui n'ont pas le droit d'être protégées contre le virus, puisqu'elles s'entassent sur les lieux de travail pour générer les profits de ceux qui détiennent le pouvoir. Le dénominateur est ici commun. Selon eux, il est sage de "rester à la maison" sauf pour ceux qui doivent générer leurs bénéfices. «Rester à la maison» à condition d'en avoir une et de ne pas être obligé de vivre dans des camps de concentration. Il n'est pas rentable, pour l'État et les employeurs, de prendre soin d'un travailleur, d'un réfugié, d'un prisonnier. C'est pourquoi il les laisse à la merci de la pandémie, mais quand il s'agit de luttes collectives les mesures de confinement sont inviolables. L'État veut fermer l'usine, arrêter une fabrication de produits de nettoyage en pleine crise de coronavirus. Il ordonne la fermeture d'une usine qui respecte les mesures de sécurité des employés mais exempte les grandes entreprises de tout contrôle.

Ce n'est pas la première fois qu'ils essaient de couper le courant à notre usine. Les gouvernements précédents ont tenté de le faire aussi. Et tout cela, alors que nous proposons plusieurs fois d'avoir un compteur à notre nom pour qu'on puisse payer notre consommation. Nous comprenons très bien pourquoi ils sont venus avant l'aube. Parce qu'au lever du jour une vague de solidaires est arrivé immédiatement à l'usine. Des gens du monde entier sont déterminés à soutenir notre initiative. Des solidaires traduisent et diffusent nos textes. Ils demandent nos produits. Vio.Me. ne fermera pas pour deux câbles coupés. Des solidaires nous ont déjà apporté un groupe électrogène et nous continuons à travailler et nous nous préparons à reprendre complètement la production par tous les moyens.....

**NOUS FAISONS APPEL À TOUTES / TOUS LES SOLIDAIRES EN GRÈCE ET À L'ÉTRANGER À MONTRER LEUR SOLIDARITÉ VOUEZ SOUTENIR NOS EFFORTS EN ACHETANT DES PRODUITS :**

LIEN : <https://www.viomecoop.com/> ou par EMAIL : [seviome@gmail.com](mailto:seviome@gmail.com)

**N'hésitez pas à faire part de ce bulletin à vos ami.es, à visiter notre site internet départemental et à discuter avec nous sur notre page facebook:**

<http://www.anticapitaliste-35.org>  
<http://www.facebook.com/NpaSaintMalo>

L'usine VIOME située près de Thessalonique qui produisait des colles pour carrelage a été mise en faillite en 2011 lors de la crise grecque. En 2012, les salariés redémarrèrent l'activité à leur compte et remplacent la production initiale par la fabrication de savons et lessives écologiques. Depuis lors, une vingtaine de travailleurs gèrent collectivement l'entreprise et se battent contre la vente aux enchères ou les tentatives de récupération du site.

**Le comité malouin de soutien au peuple grec s'est solidarisé avec cette expérience de résistance et d'autogestion ouvrière en proposant lors de ses initiatives des savons produits par cette coopérative et rapportés par nos camarades de Bretagne Grèce Solidarité Santé.**

*taine de fois en une heure par des gens qui ne portent pas de gants, parce que personne n'en a ? » En pleine pandémie, sa femme est enceinte de leur premier enfant et l'entretien pour l'étude de sa demande d'asile est prévu en juillet 2021, dans un an et demi. «On a le temps de mourir dix fois d'ici là », explique au téléphone cet informaticien.*

*Comme la plupart des 19 000 personnes qui survivent dans ce camp sur l'île grecque de Lesbos, il a lu les affichettes placardées un peu partout qui demandent aux gens de rester chez eux, pour se préserver, alors que trois cas de coronavirus ont été détectés sur l'île. «Comment peuvent-ils savoir qu'il n'y a aucune personne positive dans le camp puisque personne n'est testé ? Ils veulent juste éviter la panique par tous les moyens. » Éviter la panique est le leitmotiv de toutes les ONG sur place, à Lesbos.*

*Michalis Aivaliotis, ancien directeur d'école, a transformé dès le début de la crise du coronavirus son programme d'éducation pour enfants réfugiés, Stand by Me Lesbos, en un programme d'accès à l'eau, via des camions-citernes. «Comment demander à des gens de se laver les mains 10 fois par jour lorsqu'il n'y a qu'un seul point d'eau pour 1 300 personnes et le plus souvent sans savon ? »*

*Chez Médecins sans frontières, on n'hésite pas à parler « d'une catastrophe annoncée ». Son porte-parole, Peter Casaer, tire la sonnette d'alarme : « Il faut très vite évacuer ces gens vers un endroit sain. Ici, ils vivent sous des bâches en plastique avec des familles de deux, trois ou six personnes qui se partagent 2 à 3 m2. Qu'arrivera-t-il en cas de contamination ? » La question est d'autant plus aiguë que l'hôpital de Lesbos n'est pas équipé pour ce genre de crise. « J'ai peur de la réaction tant des réfugiés que des locaux en cas d'épidémie, poursuit Peter Casaer. Il n'y a que quelques lits pour isoler les patients, et même si on est en liaison directe avec les autorités locales qui collaborent avec nous, on n'est vraiment pas prêt. Ce qui se passe ici est un scandale. On dit aux gens qu'ils doivent se protéger mais rien n'est prévu pour eux. » Nassir enfonce le clou : «On nous distribue des couches pour enfant et des biens basiques, mais ce qu'il faut c'est des masques, du gel, des gants. »*

*Dans le petit village d'Ayiassou, près de Moria, des femmes grecques et afghanes cousent toute la journée des masques, et aussi des foulards blancs pour l'équipe des casques blancs qui vient de se former dans le camp. En Syrie, ils fouillaient les décombres des immeubles bombardés à la recherche de survivants, à Moria, ils sillonnent les ruelles boueuses pour informer des dangers du coronavirus. « C'est le minimum qu'on puisse faire. On a l'impression d'être utiles », lâche Karim.*

**Thomas Jacobi—26/03/2020**

vu de Grèce

Dans le camp de Moria (Ile de Lesbos)

## Chronique d'une catastrophe annoncée

*Plus de 19 000 personnes vivent dans le camp de Moria, sur l'île grecque de Lesbos, dépourvues de toute protection contre le coronavirus. Les ONG tirent la sonnette d'alarme.*

*Dans le camp de Moria, Nassir, réfugié syrien d'une trentaine d'années, oscille entre colère et peur: «Dix fois par jour les haut-parleurs nous disent qu'il faut garder les distances et rester chez nous, mais où vivent-ils ? Ils ne voient pas que lorsqu'on fait la queue des heures pour manger, on est à quelques centimètres les uns des autres ? Ils ne voient pas que les portes des douches, des toilettes sont touchées une cen-*